



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

PEGC

Question écrite n° 56642

Texte de la question

M Alain Madelin attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, sur le fait que, lors des négociations sur la revalorisation en 1989, le ministère de l'éducation nationale avait publié une brochure adressée à tous les professeurs. Dans la partie consacrée aux perspectives de carrière des PEGC on décrivait l'évolution indiciaire jusqu'à l'indice 534 au 1er septembre 1991 et la mise en place de la hors classe dont l'indice terminal 652 était annoncé pour 1992. La dernière version datée d'avril 1989 mentionnait ensuite, à la fin du paragraphe Revalorisation pour les PEGC (page 8), la phrase suivante, reprise depuis par le ministre de l'éducation nationale lors des débats parlementaires : « Ils auront ultérieurement les mêmes perspectives de carrière que les professeurs certifiés ». Nous sommes en 1992, et les PEGC s'interrogent toujours sur leur avenir alors que les AE sont progressivement intégrées dans le corps des certifiés. Aussi il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il compte tenir les promesses faites par son prédécesseur en alignant les indices de fin de carrière des PEGC sur ceux des certifiés.

Texte de la réponse

Reponse. - Dans le cadre du plan de revalorisation de la fonction enseignante engagé par le Gouvernement en 1989, diverses mesures ont été retenues au bénéfice des professeurs d'enseignement général de collège. Les personnels actuellement parvenus au dernier échelon de la classe normale de leur corps sont rémunérés par référence à un indice majoré qui, fixé à 518 au début de 1989, a été porté à 526 le 1er septembre 1990, à 537 le 1er septembre 1991, ce qui correspond à un traitement mensuel brut de 13 160 francs au 1er novembre 1991. Par ailleurs, une hors-classe a été créée dans chacun des corps de professeurs d'enseignement général de collège le 1er septembre 1990. Destinée à assurer la promotion des personnels, cette hors-classe regroupera, à terme, 15 p 100 de l'effectif de chaque corps, arrêté au 1er septembre 1990. Peuvent être promus à la hors-classe de leur corps, les professeurs d'enseignement général de collège qui, parvenus au septième échelon de la classe normale, sont inscrits à un tableau d'avancement établi selon des critères objectifs, tels que les diplômes possédés, la notation, les fonctions exercées et l'ancienneté. Deux mille cinq cents emplois repartis entre les corps de professeurs d'enseignement général de collège ont été dégagés au titre de la rentrée scolaire 1990, pour permettre de procéder aux premières promotions à la hors-classe, deux mille cinq cents l'ont été au titre de 1991. Les transformations d'emplois se poursuivront au même rythme, les années suivantes, jusqu'à constitution complète de la hors-classe, à hauteur du pourcentage précité de l'effectif de chaque corps. Cette mesure permettra à la majeure partie des professeurs d'enseignement général de collège d'atteindre la hors-classe de leur corps avant la fin de leur carrière. Le traitement des professeurs d'enseignement général de collège atteignant le dernier échelon de la hors-classe de leur corps est calculé selon un indice majoré qui, fixé à 609 actuellement (traitement mensuel brut au 1er novembre 1991 : 14 924 francs), sera porté à 655 à partir de 1992. À cet indice correspondra alors le traitement mensuel brut de 16 257 francs. Après 1992, les perspectives de carrière des professeurs d'enseignement général de collège seront analogues à celles des professeurs certifiés. Les professeurs d'enseignement général de collège auront donc, pour une partie d'entre eux, et selon un calendrier qui reste à établir, vocation à percevoir en fin de carrière le traitement afférent à l'indice

correspondant au dernier echelon de la hors-classe creee dans le corps des professeurs certifies. Initialement fixe a 731 majeure, cet indice sera porte a 780 en 1996. Ces mesures s'ajoutent a celles qui, prevues par l'article 27 du decret no 72-581 du 4 juillet 1972 portant statut des professeurs certifies, permettent aux enseignants titulaires ages de quarante ans au moins, et justifiant d'une licence et de dix annees de services effectifs d'enseignement, d'acceder au corps des professeurs certifies par voie de liste d'aptitude. Trois facteurs concourent au developpement de ces possibilites. Le premier tient a l'augmentation de la proportion de postes reserves a la promotion par liste d'aptitude. Statutairement fixe a un neuvieme du nombre des titularisations prononcees, l'annee precedente, dans une discipline, parmi les candidats ayant satisfait aux epreuves du CAPES et du CAPET, le nombre des nominations effectuees par liste d'aptitude dans le corps des professeurs certifies est fixe, de 1990 a 1992, a un cinquieme de la base de reference. Cette mesure resulte de l'application du decret no 90-708 du 1er aout 1990, elabore compte tenu des termes du protocole d'accord conclu le 9 fevrier 1990, sur la renovation de la grille des classifications et des remunerations des trois fonctions publiques. Le second decoule de l'augmentation reguliere du nombre de postes offerts aux concours du CAPES et du CAPET. Cette augmentation entraine celle du nombre des titularisations dans le corps des professeurs certifies, puis, par voie de consequence, celle du nombre des postes offerts au tour exterieur. Le troisieme est lie a l'utilisation, pour l'etablissement de la liste d'aptitude, d'un bareme permettant de prendre en compte l'anciennete des candidats. Ainsi, au titre de l'annee scolaire 1990-1991, 487 professeurs d'enseignement general de college ont ete nommes sur la liste d'aptitude pour l'acces au corps des professeurs certifies, soit 36 p 100 des 1 348 enseignants promus.

Données clés

Auteur : [M. Madelin Alain](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 56642

Rubrique : Enseignement secondaire : personnel

Ministère interrogé : éducation nationale et culture

Ministère attributaire : éducation nationale et culture

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 avril 1992, page 1685